



«Les dépenses globales de l'année financière 1942-43 ont été estimées à \$3,900,000,000 . . . Cette somme comprend les dépenses directes de guerre du gouvernement canadien de plus de \$2,000,000,000 et un crédit à la Grande-Bretagne de \$1,000,000,000 pour lui permettre d'acheter des aliments et du matériel du Canada.» (1945)

«A la date du 31 mars 1914, la dette publique du Canada s'élevait à . . . \$335,996,850. Cette dette, relativement légère, avait été encourue presque en entier, soit pour des travaux publics d'utilité générale, tels que les chemins de fer Intercolonial et Transcontinental et les canaux, . . . soit comme

subventions à certaines entreprises, telles que le chemin de fer Canadien du Pacifique qui, quoique n'appartenant pas au gouvernement, ont grandement contribué au développement du pays et, par conséquent, à l'accroissement de sa richesse.» (1924)

«Durant l'exercice terminé le 31 mars 1917, qui fut témoin d'une formidable expansion commerciale . . . le surplus fut de \$84,001,951, c'est-à-dire plus du double de celui de l'année précédente.» (1916-17)



AUJOUR'HUI

L'administration fédérale a enregistré un déficit de \$30,234 millions pour l'exercice fiscal 1984-85, comparativement à un déficit de \$25,253 millions en 1983-84.

Le produit des impôts sur le revenu des sociétés s'est accru de 28.7% en 1983-84 en raison de la forte croissance des bénéfices des sociétés en 1985, légèrement supérieure à 21%.

Les dépenses générales brutes de l'administration fédérale pour l'exercice 1984-85 ont augmenté de

11.8%; les augmentations ont porté en majeure partie sur le service de la dette, la conservation des ressources, le développement industriel, la sécurité sociale, la protection des personnes et des biens et la santé.

Les impôts sur le revenu constituent la plus importante source de recettes générales brutes du gouvernement fédéral. Les trois quarts des contribuables individuels sont des salariés dont la quasi-totalité de leurs impôts est déduite par l'employeur.